

Dans la vallée de Crémisan, en Cisjordanie, la construction du mur de séparation se poursuit. Fragilisés, certains habitants choisissent d'émigrer. Parmi eux, toujours davantage de chrétiens

«Il n'y a pas d'avenir ici»

DE RETOUR D'ISRAËL-PALESTINE,
GABRIELLE DESARZENS

Cisjordanie ▶ «En ce moment, on ne veut plus regarder la vue; on regarde juste le ciel.» Sur les hauteurs du village de Beit Jala, Tony Sfeir domine la vallée de Crémisan, au nord-ouest de Bethléem. L'arrière de la maison de ce prothésiste dentaire est bordé par le mur de la colonie israélienne Har Gilo, décidé par le gouvernement israélien. À 30 mètres, des barbelés augurent la construction d'un autre pan de cette construction qui vise officiellement à protéger la population israélienne de toute «invasion terroriste palestinienne». «Je vis dans un cul-de-sac entre deux murs, commente Tony. Regardez le jardin: je n'ai pas d'eau pour l'arroser. J'en reçois une fois tous les trois mois durant l'été. La colonie derrière nous en a vingt-quatre heures sur vingt-quatre. À un moment donné, on arrête de penser, on s'explode de l'intérieur, vous savez. En moi, j'ai une bombe qui explose chaque fois que je tourne le robinet et que je n'ai pas d'eau.» Comme plusieurs Palestiniens chrétiens, Tony a envoyé ses deux enfants à l'étranger. «Il n'y a pas d'avenir ici», commente-t-il, désabusé.



Le mur de séparation dans la ville de Bethléem. GDS

Privées de leurs terres

«L'atmosphère est triste», lui fait écho à quelques kilomètres de là le supérieur salésien Gian-Maria Gianazza, qui balaie du regard la vue qui s'offre au monastère de sa communauté. «Dans cette vallée de Crémisan, septante-cinq familles auront des problèmes à l'avenir pour avoir accès à leurs terres. Pourquoi? À cause de problèmes politiques, de murs en cours de construction!» Selon le Palestinian Negotiations Affairs Department (NAD), 45% des terres cultivées palestiniennes se retrouvent désormais à l'extérieur de la barrière.

Après avoir averti qu'il ne voulait pas parler de politique, ce frère salésien accepte de monter dans la voiture et de montrer les travaux qui ont repris en avril dernier. Italien d'origine, il craint devoir quitter le pays s'il parle trop librement. «Regardez: ils ont creusé sur notre terrain, ils ont laissé les pierres et les bâtons: on ne peut plus planter de vignoble, rien, dit-il néanmoins, fatigué. Vous voyez le mur tout près? De l'autre côté, il y a des terres de familles palestiniennes. Elles n'y ont plus accès!»

Les 300 hectares de la vallée de Crémisan sont connus pour leurs cultures en terrasses, leurs vignobles et leurs champs d'oliviers. «Nous avons maintenant confié l'affaire à notre avocat et c'est lui qui suit les choses. On voudrait que la propriété ne soit pas découpée, c'est une entité unique.» Mais en attendant que l'homme de loi se fasse entendre, le mur continue à se construire. Le monastère accueille en fin de semaine chrétiens et musulmans dans ses jardins. «Nous leur disons de prier pour la paix», indique-t-il encore.

Situations aberrantes

Issa Shatleh travaille à la municipalité de Beit Jala. Il est l'un de ceux dont les terres se trouvent désormais de l'autre côté du mur, là où se trouvent notamment les deux colonies de Gilo et de Har Gilo que les Israéliens veulent protéger. «Le mur a simplement mis fin à nos rêves, à notre futur», résume-t-il. Se revendique-t-il d'abord comme chrétien ou palestinien? Il choisit la deuxième



«Les familles palestiniennes n'ont plus accès à leurs terres» Gian-Maria Gianazza

option, sans hésiter. Par ce positionnement, il montre que musulmans et chrétiens sont pareillement concernés en Palestine par le mur et la ségrégation qui en découle. Mais quel combat mener? Et avec quelles armes? Difficile de manifester face à des soldats de l'armée israélienne bardés de fusils-mitrailleurs.

Nombreux départs à l'étranger

Il y a seize ans, durant la deuxième Intifada, une série d'attentats-suicide a provoqué la création de ce mur, explique l'historien et politologue israélien Simon Epstein. L'ouvrage est projeté sur 712 kilomètres, dont le 85% est situé sur terres palestiniennes. «La gauche israélienne voulait l'ériger sur la frontière de 1967. C'était inacceptable pour la droite. Les implantations voulaient être dedans. Mais cela signifiait inclure des villages palestiniens... Au terme d'un processus grotesque, on en est arrivé à un tracé selon lequel des villages sont complètement enfermés. Et à des situations aberrantes où des personnes doivent faire un

détour de 30 kilomètres pour voir des membres de leur famille qui se trouvent juste de l'autre côté du mur!»

À Crémisan, 60% des habitants sont de religion chrétienne. Ils ne sont plus que 15% à Bethléem, selon des estimations concordantes qui émanent des premiers intéressés. Pas une famille chrétienne de Beit Sahour, de Bethléem ou de Beit Jala, trois municipalités contiguës qui ont longtemps été à forte majorité chrétienne, qui n'ait aujourd'hui une partie de ses membres à l'étranger. «Les Palestiniens chrétiens portent ici une croix, estime Peter Sabella, l'un d'eux et guide touristique. Parmi les musulmans et les juifs, ils sont au milieu. Pour les uns, ils sont des infidèles. Pour les autres, juste des Palestiniens.» Tony Sfeir regrette: «Il nous manque un Theodor Herzl, une Golda Meir ou un Nelson Mandela à même de nous fédérer, nous, Palestiniens, et de nous rendre notre dignité.»

Dimanche 18 septembre à 19h sur RTS
La Première, l'émission Hautes Fréquences consacre son dossier à cette vallée de Crémisan.

Un jeûne pour l'unité nationale

Tradition ▶ Le Jeûne fédéral reste aujourd'hui encore une fête œcuménique, mais il souffre de la concurrence avec la fête nationale.

Mis à part le canton de Genève qui organise cette fête une dizaine de jours avant, les Suisses célébreront ce dimanche le Jeûne fédéral. Si dans certains cantons un jour férié est accordé le lendemain, ce n'est probablement pas pour se remettre de cette journée de pénitence dont la pratique tend à se réduire. «Depuis quatre ou cinq ans, il n'y a plus de message œcuménique à l'occasion du Jeûne fédéral, mais plutôt pour le 1^{er} août», note Walter Muller, porte-parole de la Conférence des évêques, qui justifie: «Nous ne voulions pas interférer avec les pratiques cantonales.» Le pasteur Serge Molla, responsable de l'Office société et Église de l'Église évangélique réformée du canton de Vaud, déclare quant à lui: «J'ai parfois des discussions avec des collègues invités par les autorités pour la fête nationale. D'ailleurs, depuis quelques années, notre

office fait une proposition de texte à cette occasion. Mais le Jeûne fédéral, c'est quelque chose dont on ne parle pas.» Instituée par la Haute Diète le 8 août 1832, cette journée de pénitence est, de fait, plus ancienne que la fête nationale qui n'a été décidée qu'en 1889.

«À la fin du XVIII^e siècle, on assiste aux premiers jeûnes communs entre catholiques et protestants. Jusqu'alors, le jeûne était une activité identitaire. Lorsqu'en

1832 la Diète décide d'unifier en une seule fête les différents Jeûnes régionaux, cela vise à construire une identité suisse. Cela permet de célébrer un consensus national au moment où celui-ci est encore fragile: on est avant la guerre du Sonderbund», rappelle Christian Grosse, professeur d'histoire et anthropologie des christianismes modernes à l'université de Lausanne. «Les journées de jeûne ont toujours eu une importance par-

ticulière pour les réformés en raison de leur rareté. Les catholiques en ont, en effet, une pratique régulière tout au long de l'année», précise le chercheur, rappelant la multiplicité de célébrations impliquant des privations telles que le carême.

Si l'unité nationale, et en particulier l'unité entre confessions, est la raison d'être de cette fête, chaque canton est invité à la vivre à sa façon. Ainsi Genève, s'appuyant sur l'existence d'un jeûne local ayant lieu le jeudi, pratique, encore aujourd'hui, cette célébration à une autre date. «Une journée de jeûne consistait en de longues journées qui se déroulaient à l'église avec des successions de prières, de lectures bibliques et de sermons. Par exemple à Genève en 1592, la liturgie comprenait une succession de cultes qui commençait à 5 h du matin et se poursuivait jusqu'à 14 h», souligne Christian Grosse. Dans la plupart des cantons, cette fête donne aujourd'hui lieu à des célébrations interconfessionnelles.

JOËL BURRI/PROTESTINFO

LE SENS D'UNE PRATIQUE ANCESTRALE

«Au XVI^e siècle, le jeûne était une pratique pénitentielle visant à se réconcilier avec la providence face aux manifestations de sa colère qu'étaient les grands fléaux de l'époque, en particulier la guerre et la maladie», rappelle l'historien Christian Grosse. Les réformateurs étaient toutefois méfiants envers toute tentative de mériter son salut au travers de ses actes. En particulier, «les protestants du XVI^e siècle étaient opposés à rendre des jours plus sacrés que d'autres, en dehors du dimanche. Le jeûne était alors strictement circonstanciel et il était hors de question de l'inscrire dans la régularité. Mais au cours des XVII^e et XVIII^e siècles, notamment avec la guerre de Trente Ans, des traditions se sont développées et des pratiques de jeûne annualisées se sont instaurées», relate Christian Grosse. JB

PUBLICITÉ

**Accompagner et protéger:
être observateur/observatrice
des droits humains**

Colombie, Guatemala, Honduras, Mexique, Israël/Palestine, Kenya

Peace Watch Switzerland PWS
PBI

SÉANCE D'INFORMATION
GENÈVE 27.9.2016, 19 à 21h
Uni Mail, Bd du Pont-d'Arve 40, salle MR040 (rez-de-chaussée)

PBI Suisse, Berne, 031 372 4444 info@peacebrigades.ch www.peacebrigades.ch
PWS, Genève, 022 344 7083 geneva@peacewatch.ch www.peacewatch.ch

Retrouvez Le Courrier sur internet
WWW.LECOURRIER.CH